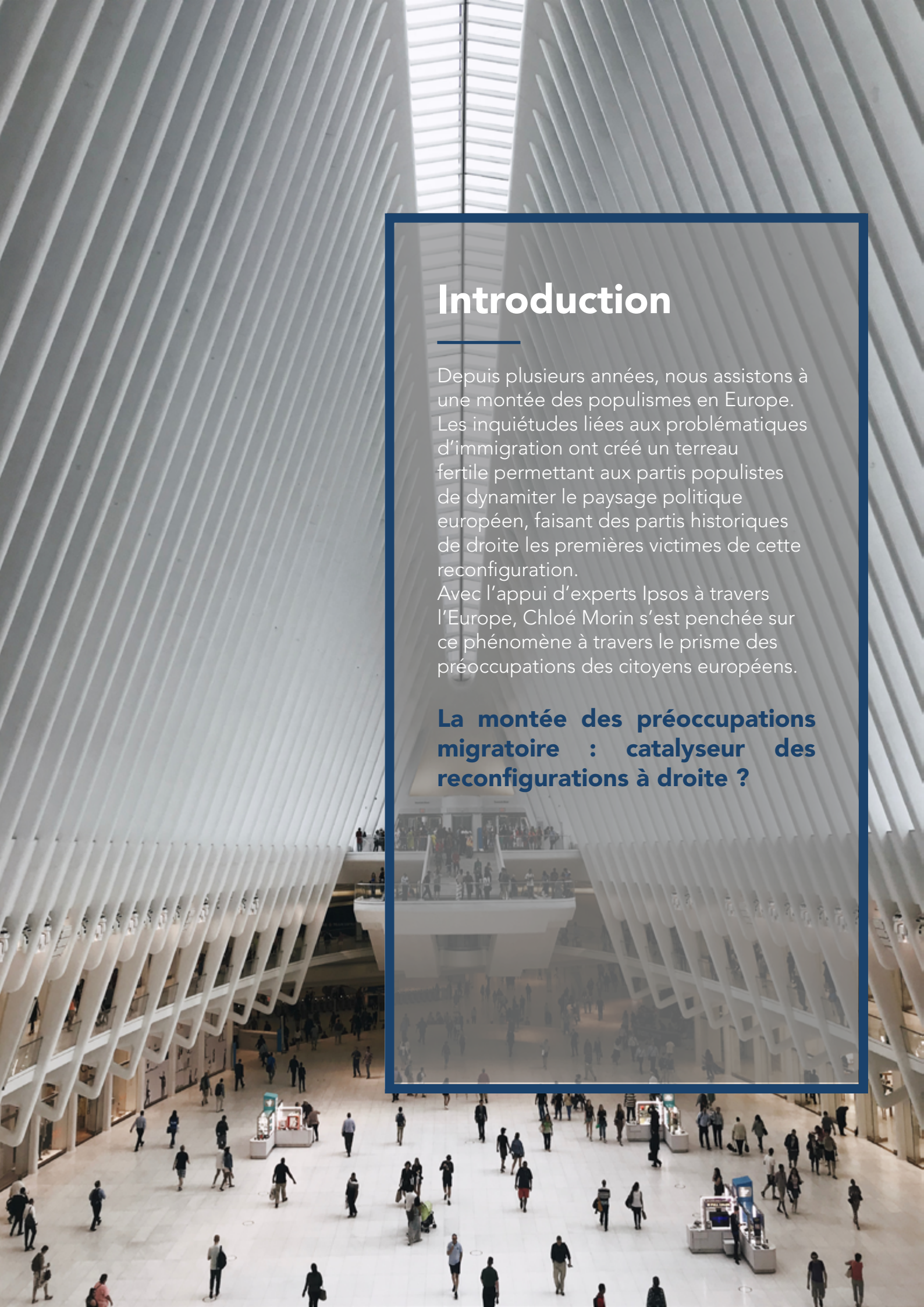


LES DROITES EUROPÉENNES FACE AUX ——POPULISMES——



Ipsos



Introduction

Depuis plusieurs années, nous assistons à une montée des populismes en Europe. Les inquiétudes liées aux problématiques d'immigration ont créé un terreau fertile permettant aux partis populistes de dynamiser le paysage politique européen, faisant des partis historiques de droite les premières victimes de cette reconfiguration.

Avec l'appui d'experts Ipsos à travers l'Europe, Chloé Morin s'est penchée sur ce phénomène à travers le prisme des préoccupations des citoyens européens.

La montée des préoccupations migratoire : catalyseur des reconfigurations à droite ?

La montée des populistes de droite

A force de se concentrer sur les bouleversements récents de notre paysage politique, on en oublierait presque que la flambée populiste est un phénomène commun à toutes les démocraties occidentales, et que partout la gauche mais aussi la droite dites « de gouvernement » sont bousculées. La crise de la social-démocratie est un cas amplement commenté et documenté, mais les reconfigurations à l'œuvre dans l'espace droit des échiquiers politiques européens le sont nettement moins.

Pourtant, l'observation des dynamiques à l'œuvre en Grande Bretagne, en Espagne, en Italie, en Suède ou encore en Allemagne permet d'identifier, au-delà de situations très différentes, les difficultés aujourd'hui rencontrées par les droites dites traditionnelles.

Il apparaît que les difficultés des droites dites « de gouvernement » sont souvent étroitement corrélées à l'évolution des préoccupations populations de chaque pays vis-à-vis de l'immigration : l'Italie, la Suède et l'Allemagne, où ces préoccupations ont explosé depuis 2015, se distinguent de la Grande Bretagne et de l'Espagne, où ces niveaux sont plus bas ou déclinants.

A ce titre, l'immigration, et plus largement la question de l'intégration et de l'identité, semble jouer le rôle de catalyseur des reconfigurations de la droite. A ce jour, aucun parti de droite « traditionnelle » ou « de gouvernement » ne semble cependant avoir trouvé le moyen d'endiguer la montée des populistes de droite, bien que des stratégies assez différentes aient été testées.



Préoccupation croissante vis-à-vis de l'immigration

Dans la plupart des pays observés ici, l'immigration fait partie des tendances qui structurent les dynamiques politiques.

Cette préoccupation se combine de manières différentes à d'autres perceptions – comme le sentiment d'être abandonnés et incompris par les responsables politiques, ou d'être les perdants d'un modèle économique de plus en plus inégalitaire – selon les circonstances et les cultures politiques nationales.

Il convient de noter qu'en dépit de niveaux d'immigration différents dans ces pays, les perceptions de la plupart des pays européens convergent partout autour de l'idée que l'immigration est devenue ingérable.

En cela, les pays européens se distinguent nettement de ceux interrogés dans le reste du monde, comme l'indique l'étude IPSOS « What Worries the World » réalisée en Juillet 2018.

Dans ce classement, dominé par l'Allemagne, l'Italie et la Suède, la France figure parmi les pays où l'immigration est la plus préoccupante.

Non seulement l'Europe fait partie des zones les plus préoccupées par l'immigration, mais les enquêtes réalisées par IPSOS dans chaque pays font état, pour la plupart d'entre eux, d'une préoccupation croissante vis-à-vis de l'immigration depuis quelques années, et particulièrement depuis 2015.

Ainsi, en Italie, la préoccupation pour l'immigration a explosé depuis 2014, passant à la troisième place des préoccupations après l'emploi, et la corruption et le fonctionnement du système politique.

Les tendances sont les plus marquées en Suède, où l'immigration et l'intégration arrivent en seconde position des principales préoccupations derrière la santé, et en Allemagne, pays qui a accueilli des centaines de milliers de réfugiés depuis

2015, et où l'opinion est de plus en plus préoccupée par l'intégration d'une population majoritairement musulmane –

Une intégration qui a un aspect économique, mais surtout une dimension culturelle et sécuritaire, avec des exemples d'agressions qui ont fortement résonné dans l'opinion publique.

En Allemagne comme ailleurs, on note que l'immigration n'est souvent pas la principale priorité.

Elle arrive après la pauvreté et les inégalités sociales, et le crime et la violence.

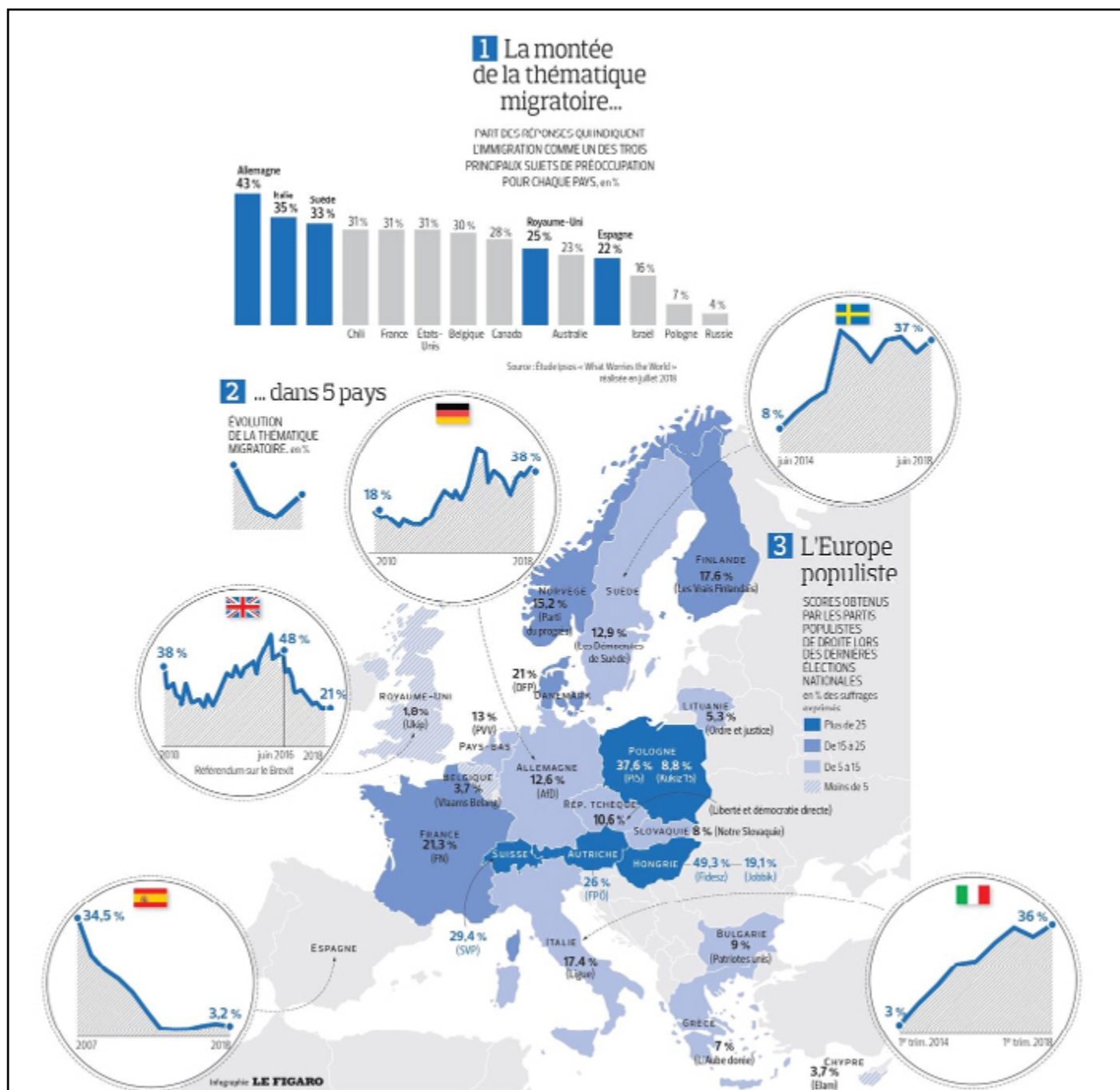
Mais alors que le « rejet du système » ou la montée des inégalités ont pu nourrir la montée de tous les populismes, la montée des préoccupations migratoires a particulièrement touché les électeurs de droite et d'extrême droite – qui la placent souvent en tête de leurs préoccupations, à l'image des électeurs du FN en France ou de la Lega en Italie.

En Grande Bretagne, les préoccupations vis-à-vis de l'immigration avaient connu le même accroissement à partir de 2013, et reste une préoccupation majeure même si le vote sur le Brexit a relégué cette préoccupation

au second plan par rapport au processus de sortie de l'Union et à la situation du système de santé.

En revanche, en Espagne, alors que l'immigration avait dominé les préoccupations

à partir de 2014, on note un effondrement depuis 2010-2011 des préoccupations sur l'immigration et le terrorisme.





Reconfigurations dans le paysage des droites

La concomitance entre ces préoccupations croissantes et la poussée populiste d'extrême droite au cours des mêmes années laisse penser que l'immigration a joué le rôle de principal catalyseur des reconfigurations à l'œuvre dans le paysage des droites européennes.

Les deux pays qui, dans notre échantillon, ont connu une baisse des préoccupations migratoires, sont aussi ceux où la droite dite « traditionnelle » est pour le moment la moins menacée sur sa droite. Ainsi, en Espagne, pays en moyenne moins préoccupé par l'immigration que les autres, l'extrême droite n'existe pour ainsi dire pas sur le plan électoral, et les vents populistes ont principalement soufflé dans les voiles des partis de gauche.

On note cependant la montée très récente, dans un contexte de division de la droite – Ciudadanos et Parti populaire –, de VOX, parti situé à l'extrême droite,

prônant une recentralisation radicale de l'Espagne et le renvoi des immigrés dans leur pays, et qui pourrait prétendre à un ou deux sièges lors des prochaines élections européennes.

.....

**L'immigration
a joué le rôle de
principal catalyseur des
reconfigurations des
droites européennes.**

.....

En Grande Bretagne, UKIP s'est effondré après le vote de 2016 sur le Brexit et la démission de son leader Nigel Farage, après une progression quasi continue à partir du début des années 2010, qui lui avait d'ailleurs permis de supplanter presque totalement le British National Party (parti d'extrême droite raciste et nationaliste, au sens traditionnel du terme).

Environ la moitié des électeurs UKIP se sont portés sur un vote conservateur en 2017, séduits par la promesse de mettre en œuvre le choix populaire

et de quitter l'union. UKIP n'a donc obtenu que 2% des suffrages en 2017, et n'a guère progressé depuis, même si l'insatisfaction vis-à-vis de la manière dont Theresa May gère la sortie de l'Union va croissante.

En revanche, l'Allemagne est l'un des pays européens où l'extrême droite a le plus nettement progressé au cours des années récentes, sur fond de montée des préoccupations portant sur l'impact sécuritaire et culturel de l'immigration. Avec 12,6% aux dernières législatives, l'AFD a fait son entrée au Bundestag pour la première fois de son histoire, et son ascension vient d'ébranler la CSU dans son fief Bavarois, provoquant un séisme dont les répercussions politiques seront nombreuses.

Il n'y a évidemment pas d'explication univoque aux attitudes politiques des électeurs de l'AFD, même s'il existe des facteurs largement répandus comme le sentiment de ne pas être pris en compte et écoutés par les dirigeants, ou de voir

leurs opinions dénigrées par le règne du « politiquement correct ».

Dans ce contexte, l'immigration apparaît comme un catalyseur ayant fait ressortir de multiples malaises existants de longue date, en leur donnant un sens, et en donnant à l'AFD et à Die Linke des arguments de poids contre la Chancelière Merkel.

En Italie, depuis les législatives de mars 2018 ayant porté au pouvoir une coalition M5S et Lega – parti dit « populiste » mais dont il convient de souligner qu'il est un parti « de gouvernement » depuis les années 1990- , ses intentions de vote ayant doublé en sept mois, phénomène totalement inédit dans l'histoire politique récente.

La ligne dure adoptée par le gouvernement sur l'immigration en grande partie cette popularité : dans un sondage réalisé à

la mi-septembre, 61% des italiens se disaient ainsi d'accord avec la ligne dure adoptée par Salvini.

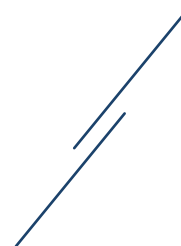
En Suède, les Démocrates de Suède – parti créé en 1988 et ayant ses racines dans le mouvement ouvertement raciste Bevara Sverige Svenskt (« Keep Suède » en suédois) - ont réalisé en septembre dernier une percée historique, obtenant 17,53% des voix, talonnant le parti de droite (Modérés) à 19,84%.

Alors que les principaux partis avaient semblé pris au dépourvu par la crise migratoire à partir de 2015, et bien qu'ils aient complètement révisé leur discours sur le sujet en amont des dernières élections, le parti populiste a su capitaliser sur le sentiment anti-immigration grâce à ses positions nationalistes et anti-migrants radicales et tenues de très longue date.

Ce parti prétend renforcer le *sentiment d'appartenance*

contre *l'islamisation*, l'immigration non européenne, et les *mondialistes*.

En l'occurrence, le discours porté sur l'immigration vient encapsuler et donner un sens au sentiment anti-élites - l'idée que les citoyens ne seraient ni écoutés ni considérés-, ainsi qu'à la peur du chômage et des inégalités économiques, sentiments qui sont également très répandus dans la population suédoise.



Un effondrement des partis dits « raisonnables »

Au-delà des questions identitaires et migratoires, un certain nombre de facteurs se combinent – sentiment d’abandon, d’être victime d’un modèle qui favorise les riches et les puissants... – pour générer une montée des radicalités de gauche et de droite, et un déclin des partis qui occupaient autrefois l’espace central. Bien qu’à des niveaux différents, cet effondrement de l’espace des « raisonnables » pose question pour l’avenir, notamment en France.

se disputant un même espace électoral et prétendant « régénérer » la droite.

Un phénomène « d’effondrement du centre » de l’échiquier politique similaire est constaté en Suède : de 61% en 2010, les deux grands partis sont tombés en 2018 à moins de 50%, dont moins de 20% pour les Modérés (parti de droite libéral-conservateur).

Même chose en Italie, où après l’effondrement du Parti démocrate de centre gauche, nous assistons de-

En Allemagne, les dernières élections législatives ont elles aussi marqué un affaissement de l’espace politique central, les deux principaux partis qui ont dominé la vie politique depuis la réunification n’obtenant plus que 53,4% des voix. L’union CDU-CSU de la Chancelière Merkel y a enregistré une chute de 8,6 points par rapport aux élections de 2013, alors que l’AFD faisait son entrée au Parlement avec 12,6% des voix, soit 7,9 points de plus qu’en 2013.

“ Un certain nombre de facteurs se combinent pour générer une **MONTÉE DES RADICALITÉS** entraînant un **DÉCLIN DES PARTIS HISTORIQUES** ”

En Espagne, l’observation des intentions de vote depuis la fin des années 1990 montre que la part attribuée aux deux principaux partis de centre gauche et de centre droit s’est effondrée, au profit de la montée, depuis 2014, de Ciudadanos et de Podemos.

Pour la première fois dans l’histoire politique récente, la droite espagnole est divisée en deux – Ciudadanos et PP – chacun des compétiteurs

puis l’élection de mars 2018 à une dévitalisation du centre droit par la coalition populiste M5S-Lega. Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, qui avait systématiquement dépassé les 20% des suffrages à toutes les élections depuis 1994, jusqu’à même obtenir 37,4% des voix en 2008, est désormais passé sous la barre des 10%, et ne cesse de perdre du terrain face à la Ligue de Matteo Salvini notamment.

En Bavière, fief historique de la CSU, cette dernière vient d’enregistrer une baisse de plus de dix points.

Avec 37,3%, elle cède du terrain à l’AFD (10,6%), qui fait cependant un score moins important qu’attendu.



Des stratégies variées pour contrer l'extrême droite

En Grande Bretagne, l'initiative du Brexit a permis, du moins à court terme, aux conservateurs de couper l'herbe sous le pied de UKIP, et d'internaliser au sein même du parti les débats concernant le rapport à l'Europe ou à l'immigration. De ce fait, les débats qui fracturent la partie droite des échiquiers politiques ailleurs, et affaiblissent les partis de centre-droit, se déroulent au sein même des conservateurs britanniques depuis 2016 – avec une issue incertaine quant à la ligne du parti pour l'avenir.

De plus, la gestion du Brexit s'avère ardue pour Theresa May (29% de l'opinion britannique satisfaite de son action), dont le leadership est contesté jusque dans son propre camp – elle n'a plus que 56% de satisfaits parmi les électeurs conservateurs, contre plus de 90% en avril 2017.

En Espagne, le centre des débats actuels à droite est moins la stratégie de lutte contre l'extrême droite – bien que VOX, parti prônant une recentralisation radicale de l'Espagne et le renvoi

des immigrés dans leur pays, soit en progression et puisse prétendre à entrer au Parlement européen en mai prochain – que la rivalité entre Ciudadanos et le Parti populaire, partis de droite à ce stade perçus comme assez semblables et prétendant à occuper le même espace politique. Les élections à venir en Andalousie seront à ce titre un premier test, révélateur de la capacité de progression de Ciudadanos. de droite libéral-conservateur).

4/10

pensent qu'élire un parti politique avec des idées radicales est un risque

En Suède, Moderaterna – le principal parti libéral conservateur qui a gouverné de 2006 à 2014 – hésite sur la stratégie à suivre pour contrer les Démocrates de Suède. Dans le sur, où les principales figures du parti ont fait campagne en adoptant les thèmes des nationalistes et plaidé pour une alliance avec les Démocrates de Suède, leur scores électoraux se sont en effet avérés meilleurs, alors que le

parti de droite ne cesse de perdre du terrain face aux nationalistes depuis plusieurs années.

À Stockholm même, où l'électorat est plus libéral et favorable à l'immigration, les principaux dirigeants du parti de droite se montrent en revanche opposés à toute idée d'alliance ou d'accord – selon le modèle Danois, où la droite s'appuie ponctuellement sur le soutien de l'extrême droite – avec les nationalistes, car les électeurs de centre-droit quitteraient alors le parti au profit du parti libéral ou des centristes.

Un récent sondage réalisé auprès de 600 cadres du principal parti de droite a approfondi le dilemme et les fractures internes, en révélant que la majorité des cadres sont désormais favorables à l'abandon du cordon sanitaire entourant les Démocrates de Suède.

On retrouve, bien que dans une moindre intensité, cette hésitation stratégique au sein de la droite allemande : s'il est hors de question d'envisager des alliances,

certaines estiment que la montée de l'AFD sera stoppée en se réappropriant ses thèmes (notamment le contrôle strict des flux migratoires), alors que d'autres, derrière la Chancellerie, semblent penser qu'emprunter les thèmes de l'AFD ne ferait que la renforcer, selon le principe bien connu en France et théorisé par Jean-Marie Le Pen « on préfère toujours l'original à la copie ».

Un débat qui a toutes les chances de se poursuivre dans les mois à venir, l'élection Bavaroise n'ayant pas permis de trancher définitivement le sujet en confirmant les thèses de la CSU ou de la Chancellerie.

Derrière ces hésitations stratégiques, plane le risque italien : une droite de plus en plus coupée du centre, une quasi-disparition du centre-droit de l'échiquier politique, et une coalition populiste qui loin de se heurter au « mur des réalités » semble renforcé par

l'exercice du pouvoir. L'élection de 2018 fut la première où une droite radicale ravit le leadership de la droite à Forza Italia. Depuis son entrée au gouvernement, le parti de Matteo Salvini n'a cessé de siphonner les ex-électeurs de Berlusconi, notamment en mettant le sujet migratoire au cœur de son discours – sujet qui préoccupe au plus haut point les électeurs de la Ligue comme ceux de Forza Italia, et sur lequel les leaders de ce dernier parti ont un discours modéré ou ambigu.

À ce titre, la crise migratoire joue véritablement en Italie comme ailleurs un rôle de catalyseur des reconfigurations du paysage politique, notamment à droite. Le rejet de l'Europe contribue également à cimenter la coalition électorale au pouvoir, puisque la défiance envers l'UE atteint 72% parmi les électeurs M5S, 77% dans la Ligue. Cependant, les électeurs de Forza Italia – dont les plus anti-européens ont déjà rejoint les populistes

– sont moins radicaux que les autres sur le sujet. Afin de consolider leur assise et prenant acte qu'une majorité d'italien ne souhaite ni sortir de l'Europe (54%) ni de l'euro (61%), le gouvernement a infléchi son discours sur le sujet pour se rapprocher des positions tenues en France par Marine Le Pen. La bataille des européennes est désormais présentée comme une bataille non pas contre les institutions, mais contre ceux qui dirigent l'Europe.

Pour l'avenir, et notamment en vue des élections européennes, les principaux pays européens sont, parmi une trentaine de pays interrogés par IPSOS, les plus enclins à tenter le pari d'idées radicales ou de partis n'ayant jamais exercé le pouvoir. Un contexte idéal, sur fond de préoccupations migratoires et économiques et de rejet des élites, pour une nouvelle poussée populiste.



CONTACT



Chloé MORIN

Directrice de projets internationaux
+33 1 41 98 97 56
chloe.morin@ipsos.com

GAME CHANGERS



@IpsosFrance
suivez, aimez, partagez, commentez...

